Fondation Jean Jaurès

International

CHRONIQUE DE SANTIAGO

Michel Bourguignat, Michel Séruzier

28/02/2020

Le Chili fait face depuis de nombreuses semaines à une crise politique et sociale de très grande ampleur. Michel Bourguignat, membre fondateur de l'ADFE-Chili (Association démocratique des Français à l'étranger), et Michel Séruzier, membre de l'ADFE-Chili, décrivent ici les tenants et les aboutissants d'une situation historique pour le Chili.

Un accord a été signé fin novembre 2019 entre partis politiques pour mettre en œuvre un changement de Constitution. Perçu comme une avancée importante (la droite en acceptait enfin le principe), il se révèle en même temps chargé de « chausse-trappes ». D'abord et avant tout, il a été décidé par une poignée de responsables politiques – qui ne jouissent qu'entre 3% et 6% d'approbation de la part de l'opinion publique selon différentes enquêtes – réunis en « conclave », sans aucune interface avec les manifestants, ni même le collectif des organisations qui coordonne leur mobilisation, « Unidad Social ». Mais aussi parce que chaque paragraphe de cette nouvelle Constitution devra être adopté par les deux tiers des membres de ce que l'accord dénomme « convention constituante » – et non « assemblée constituante » comme le réclament les mobilisations –, laissant le vide pour les points refusés. Et enfin, parce que ceux de ces membres à élire le seront à partir de listes établies par les seuls partis politiques légalement reconnus.

Face aux insuffisances de ce texte, deux tendances opposées se sont constituées, dont les propositions ont été débattues au cours du mois de décembre 2019 au sein d'une commission désignée par les mêmes partis politiques, en particulier sur les points suivants :

- d'une part, une partie de la droite la plus extrême qui veut revenir sur le principe même de l'abandon total de la Constitution actuelle et donner encore plus d'importance au veto que permet la majorité des deux tiers ;

- d'autre part, ceux qui veulent ouvrir l'assemblée constituante à des représentants des forces sociales et de certaines minorités (mapuches, femmes, etc.).

Dans ce contexte plus tendu, les manifestations se poursuivent, en particulier celle du vendredi en fin d'après-midi.

Le moment politique

Une recomposition des courants politiques est en cours.

Le plus important est le rejet par une grande partie de la population de tous les « politiques ». Ceci n'est pas propre au Chili, mais y est particulièrement présent actuellement – cela s'exprime très clairement dans les enquêtes d'opinion qui donnent un généreux 8% d'opinion favorable aux parlementaires et ce quelle que soit leur orientation ! L'adoption par eux de l'accord a encore amplifié ce phénomène de rejet.

Mais c'est aussi à l'intérieur de ces partis que cela se produit. Au sein de Renovacion Nacional (droite libérale), son président soutient fermement le changement, alors que l'opposition de droite à l'accord est menée par un sénateur de ce même parti. Et des clivages similaires apparaissent aussi dans les autres partis, y compris au sein du Frente Amplio, qui représente une gauche rénovée, mais qui manque de cohérence.

La violence de certains manifestants

Ce qu'il faut d'abord souligner, c'est la non-violence dont fait preuve la grande majorité des manifestants. Pour autant, cette violence est présente un peu partout, tant à Santiago que dans la plupart des autres villes. Elle peut éclater de manière ponctuelle et imprévisible : barrages, incendies de bâtiments ou de véhicules, destruction de statues emblématiques et de stations de métro à Santiago, attaques de commissariats de police, destructions de locaux commerciaux suivies de pillages. Mais aussi de manière systématique à la fin de manifestations pacifiques, quand la police bloque certains passages ou commence à vouloir faire le « ménage ». Et cela peut durer plusieurs heures, avec incendies de poubelles, destructions de mobiliers urbains ou même de monuments (y compris des églises).

Cette violence est surtout le fait d'hommes jeunes, équipés pour se protéger, maintenant bien aguerris, mais sans qu'on puisse les rattacher à une ou des organisations à vocation politique. Ni même qu'ils expriment, quand on peut leur parler, une stratégie de ce genre !

D'ailleurs, si leurs cibles sont parfois des symboles du « système », il s'agit malheureusement le plus souvent d'équipements dont bénéficient les plus pauvres (métro, bus, équipements sanitaires ou sociaux, magasins de quartier, etc.), et ce, y compris dans les quartiers les moins favorisés.

La violence policière

Celle-ci est réelle, et permanente, et même systématique et intentionnelle, y compris quand elle s'inscrit dans ce que l'institution considère comme légal. Mais les débordements sont malheureusement récurrents, et les victimes nombreuses – quelque 3 000 depuis le début des manifestations. Le plus fréquent concerne le tir de balles dites de « gomme », en direction de la tête (des 405 personnes affectées par des blessures oculaires, quelque 260 ont déjà perdu un œil, et un étudiant la vue totale). Or on vient de découvrir que ces balles contiennent beaucoup de plomb, et que le fabricant (chilien) mettait en garde contre le danger qu'elles représentaient. Face au scandale, la police vient seulement d'en restreindre l'usage.

Et pour comprendre l'état d'esprit de ses dirigeants, l'un d'entre eux vient d'expliquer que « l'usage de la force pouvait conduire à des bavures : c'est comme la chimio pour un cancer, pour tuer les cellules mauvaises, il fallait accepter que des bonnes en soient également victimes »… Et face au scandale provoqué par cette déclaration, il s'est excusé auprès des cancéreux ! Que des manifestants soient des victimes mortelles allait donc de soi…

Et maintenant ?

Quant à l'avenir immédiat, les issues les plus diverses sont encore possibles, de la répression plus ou moins brutale à de nouvelles avancées vers plus de démocratie ; en passant par la lassitude de la population (pour elle, le coût est très élevé : transport rendu très difficile, perte de rémunération, licenciements, difficultés pour l'approvisionnement, inflation, etc.).

Peut-être le Chili disposera-t-il d'une nouvelle Constitution – d'ici deux ans, dans le meilleur des cas. Mais il est un acquis qui devrait dorénavant peser beaucoup : la conscience collective qu'un avenir meilleur ne dépend pas du « mérite » individuel, mais d'une solidarité collective pour renverser les méfaits du libéralisme dominant. En cas d'échec aujourd'hui, la partie n'en sera que remise. Et c'est parce qu'une partie de la droite en est consciente que de nouvelles concessions sont encore possibles.

Et dans ce contexte, le président est « absent », n'ayant apparemment pas saisi la profondeur de la rébellion massive et pacifique d'une immense majorité de la population. Son incompréhension et incompétence l'ont poussé à quatre reprises à prendre la décision de faire intervenir les forces armées, ce dont sont parvenus à le dissuader son entourage proche et les militaires.

Évolution de la situation

Il règne au Chili une situation étrange : tout semble suspendu à des décisions qui ne se prennent pas, celles qui permettraient soit une sortie par le haut de la crise sociale, débutée il y a maintenant cinquante jours, soit une fin de non-recevoir de la part des autorités, refusant un premier pas dans la prise en compte des attentes populaires pour un changement du modèle économique et social.

L'actuelle Constitution y est pour quelque chose puisque le pouvoir exécutif est entre les mains d'un président qui n'a pas la majorité au Parlement, et qui n'est plus soutenu que par 5% de la population (selon les dernières enquêtes d'opinion). Le principe est alors celui du consensus, et c'est ce qui a été recherché pour engager le processus d'un changement de Constitution, mais seulement entre les parlementaires, et sans tenir compte des attentes de la « rue », laquelle a crié à la trahison et continué à manifester.

Car un volet social aurait également dû être négocié, pour engager des modifications dans la répartition des richesses et une mise à terme des abus dénoncés par de nombreux panneaux au cours des manifestations. Mais c'est actuellement l'impasse, car une partie importante de la droite, descendante de Pinochet, s'y refuse vigoureusement, soutenue en cela par les ministres désignés par le président ; et même si une partie de la droite y serait favorable (y compris des industriels, le président de la Banque centrale, ainsi que certains députés), l'heure n'est plus au consensus dans ce domaine. Si le ministre des Finances déclare qu'il n'y a plus de fonds à dépenser – un montant de 5 milliards de dollars vient d'être débloqué dont 4 pour des travaux publics et 1 pour venir en aide à de multiples petites et moyennes entreprises en difficulté – un courant d'économistes commence à se manifester pour proposer des dépenses sociales en acceptant d'augmenter la dette publique (actuellement de 30% du PIB) et une augmentation des impôts des plus fortunés et des entreprises.

Le seul consensus récemment obtenu n'a concerné que le vote en urgence de lois renforçant les pouvoirs de la répression contre les « casseurs », allant jusqu'à de lourdes peines de prison pour ceux qui lanceraient des pierres, mettraient des graffitis sur les abribus ou porteraient un foulard devant le visage (pourtant utilisé pour se protéger des gaz lacrymogènes).

Quant aux conditions dans lesquelles se prépare la mise en œuvre de l'accord pour une nouvelle Constitution, la commission technique paritaire désignée pour cela a constaté formellement des impasses concernant la composition et les modalités de désignation des membres de la future convention constituante (dont le principe doit être validé par le référendum prévu le 26 avril prochain).

Ces carences dans la gouvernance du pays pèsent lourd dans l'ambiance actuelle, encore détériorée par les actions violentes d'une minorité de « casseurs ». Certains espèrent encore un geste significatif en faveur des revendications portées par une grande partie de la population (bien au-delà de ceux, nombreux, qui prennent toujours le risque d'aller manifester) ; mais d'autres ont le sentiment d'un échec probable du mouvement dans sa forme actuelle. Or cela signifierait la « victoire » de la frange la plus réactionnaire du pays, inconsciente que la partie ne serait que remise, probablement encore plus brutale. Et c'est probablement l'analyse faite par ceux de la droite qui acceptent l'idée d'introduire des changements, conduisant nécessairement à une modification dans la répartition des richesses, et donc à une modification significative de la politique fiscale.

Dans ce contexte, se pose en plus la question de savoir qui sont ces casseurs. La droite avance l'hypothèse d'une action concertée de narcotrafiquants, qui financeraient les jeunes des quartiers qu'ils contrôlent pour en renforcer l'autonomie vis-à-vis des pouvoirs publics. Mais l'analyse de sociologues est malheureusement encore plus préoccupante : c'est la prise de conscience par la partie la plus démunie de la jeunesse que leur avenir est de toute façon sans issue dans cette société. Ils sont nombreux dans cette situation, et ils en font collectivement la prise de conscience en particulier à travers des actes de violence symboliques (chaînes de supermarchés transnationales, banques, hôtels, statues emblématiques, églises).

Quelques observations complémentaires

Au niveau international, il est évident que le Chili a perdu de sa valeur et de son leadership, ne serait-ce que dans l'échec de la COP25, mais surtout sur le continent latino-américain.

Si l'ambiance des fêtes de fin d'année a eu pour effet de réduire en nombre et en fréquence les manifestations pacifiques, elles se sont néanmoins poursuivies un peu partout dans le pays, en particulier les vendredis en fin d'après-midi, jusque dans la nuit du 31 décembre au cours de laquelle de nombreux manifestants ont occupé les lieux traditionnels de rencontre pour y dresser de longues tables autour desquelles les présents trinquaient et se donnaient les accolades traditionnelles du Nouvel An, et ce dans plusieurs villes et en particulier sur la Place d'Italie à Santiago, rebaptisée par les manifestants depuis plusieurs semaines « Place de la dignité » (« Plaza de la dignidad »). En ce sens, peu à peu l'individualisme régnant attribué au « système » a commencé à laisser la place à un certain réveil du collectif, pour ne pas dire du communautaire, et cela commence à s'organiser dans les quartiers.

Les téléphones portables ont joué un rôle absolument inédit. Non seulement ils étaient des

instruments indispensables de convocation à de multiples activités locales ou en des espaces plus élargis ainsi que pour livrer toutes sortes d'informations par Whatsapp, mais ils ont aussi servi à partager de multiples consignes souvent accompagnées de photos ou de dessins, fréquemment humoristiques. Un travail minutieux de compilation est d'ailleurs devenu nécessaire pour rendre compte de ces multiples visages de la créativité chilienne, non sans rappeler à ce sujet les 1000 jours de l'Unité populaire. Le seul montage du groupe de femmes « Las Tesis » (les thèses) qui a été réalisé par plusieurs dizaines de milliers de femmes devant le Stade national avant de faire le tour du monde, y compris en France, n'en est qu'une illustration[1].

Heureusement que ces réseaux sociaux de communication, malgré leurs limites, ont joué leur rôle par rapport aux médias chiliens qui sont entre les mains de groupes financiers, sauf quelques émetteurs de radios, permettant ainsi de pouvoir dépasser les contrôles et tergiversations des informations télévisées.

Si la « trêve » des fêtes de fin d'année a vu diminuer les assemblées locales ou les « cabildos » (assemblées auto-convoquées de débats et de propositions pour un Chili nouveau rassemblant des centaines de milliers de participants et dont les conclusions sont rassemblées par la « Unidad Social »), un certain pessimisme se fait jour concernant l'intention de les prendre en considération par le gouvernement, surtout que ce que veulent les Chiliens ne consiste pas en de simples aménagements mais en des changements structurels, qu'il s'agisse du système de retraite par capitalisation individuelle, de la santé pour redonner sa place au public et non plus favoriser le secteur privé, ou encore de ressusciter l'enseignement public délabré depuis la dictature au bénéfice d'une éducation mercantilisée.

Il est intéressant de constater l'énorme quantité de commentaires et de déclarations de toutes sortes de personnalités ou de groupes divers – comme des associations professionnelles (avocats, médecins, professeurs universitaires, organisations syndicales, organisations patronales, etc.) – prenant position face au déploiement des manifestants pour en présenter une analyse ou pour faire des propositions politiques, sociales ou économiques [2].

Comme en France où des tensions politiques et sociales non résolues avant et au cours de l'été font redouter la période de rentrée, la fin des vacances et la rentrée de mars est attendue au Chili avec une certaine appréhension et des incertitudes innombrables.

1. Voici les paroles d'*Un violeur sur ton chemin*, traduit par RFI (Radio France Internationale) : Le patriarcat est un juge qui nous juge à la naissance / Et notre punition est la violence que vous ne voyez pas / Le patriarcat est un juge qui nous juge à la naissance / Et notre punition c'est cette violence que tu vois / Ce sont les féminicides, l'impunité des assassins, / C'est la disparition, c'est le viol. / Et le coupable ce n'est pas moi, ni mes fringues, ni l'endroit / Le violeur c'était

toi *(accompagnement d'un geste de montrer du doigt)* / Le violeur c'est toi / Ce sont les policiers, les juges, l'État, le président / L'État oppresseur est un macho violeur (bis) / Le violeur c'était toi / Le violeur c'est toi / Dors paisiblement / Fille innocente / Sans te soucier du bandit / Que sur ton rêve / Doux et souriant / Veille ton amant-e policier-e / Le violeur c'était toi / Le violeur c'est toi / Le violeur c'était toi / Le violeur c'est toi.

2. L'édition chilienne du *Monde diplomatique* a publié une série de commentaires et déclarations, cf. ici ou là.